

Condition Générales d'Utilisations

Selfdefense2droit.com

C.G.U du avril 2009 Edition n°4 des C.G.U du 2 Janvier 2004

Responsable du service

Selfdefense2droit.com
65 avenue de la bornala
06200 Nice
Siret : 50868437000010

Article 1 - Acceptation des Conditions

Avant d'utiliser les services de Selfdefense2droit.com, vous devez d'abord accepter les présentes Conditions. Vous ne pourrez pas utiliser les services si vous n'avez pas au préalable accepté les Conditions.

Votre acceptation des Conditions résultera soit :

(A) de votre clic signifiant votre acceptation des Conditions, dans l'hypothèse où cette option vous est offerte par selfdefense2droit.com dans l'interface utilisateur du Service;

(B) de votre utilisation effective des Services. Dans cette hypothèse, vous reconnaissez et acceptez que cette utilisation soit dès lors considérée par selfdefense2droit.com comme valant acceptation des Conditions.

Vous ne pouvez utiliser les Services et vous ne pouvez accepter les Conditions si (a) vous n'avez pas l'âge légal requis, si vous n'êtes pas titulaire du moyen de paiement pour conclure un contrat avec selfdefense2droit.com, ou si la législation du pays vous interdit de les recevoir.

Avant de continuer, nous vous conseillons d'imprimer ou d'enregistrer un exemplaire des Conditions en présence.

Article 2 - Droits de Propriété Intellectuelle

Tous les droits de propriété intellectuelle relatifs au Site (notamment les droits sur les textes, les images, la mise en forme, les graphismes, la structure, les éléments sonores) appartiennent à Selfdefense2droit, à ses donneurs d'ordres et/ou annonceurs, et ce sans aucune limitation. Toute atteinte aux droits de propriété intellectuelle de ces personnes pourra donner lieu à des poursuites.

N'importe quelle page du Site peut potentiellement être référencée dans les moteurs et annuaires de recherche du Web, y compris les questions et réponses rédigées par les visiteurs et les experts. En rédigeant un message, les experts et utilisateurs autorisent par conséquent le référencement potentiel de leurs messages. Naturellement, en cas de publication des questions, l'équipe de selfdefense2droit.com devra enlever toutes indications personnelles pouvant identifier la personne ayant posé la question afin d'assurer le secret professionnel.

En acceptant le Règlement sur le respect de la vie privée et les Conditions d'utilisation au moment de l'inscription, vous acceptez explicitement l'utilisation et la divulgation de vos informations personnelles, et vous nous indiquez de respecter la manière décrite dans le présent règlement.

Article 3 - Sécurité et protection des données personnelles

Selfdefense2droit respecte la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés. Vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui les concernent (art. 34 de la loi "Informatique et Libertés"). Vous pouvez exercer ce droit en envoyant un courrier électronique à cnil@selfdefense2droit.com.

Article 4 - Contenu de l'information juridique

L'information juridique est élaborée à partir de la situation exposée et ne vise pas à se substituer à une consultation auprès d'un spécialiste, **l'équipe de selfdefense2droit.com n'offre qu'une simple information juridique**. Seul un avocat est habilité à vous fournir un conseil. A la question posée, le client admet que plusieurs réponses sont toujours possibles au regard du droit applicable.

Celle qui lui parviendra sera concise et limitée au format classique des courriers électroniques. Le client ne recevra pas un avis de droit développé mais le juriste de Selfdefense2droit.com s'efforcera à fournir une information la plus complète et objective possible afin de documenter le client par rapport à son problème juridique. Les honoraires sont fixés pour une réponse à une seule question par sollicitation. En cas de questions multiples, le juriste pourra décider d'accorder une priorité au traitement de la première question au détriment des autres. Vous serez alors invité à confirmer et à payer les questions complémentaires qui feront alors l'objet d'autres études et d'un paiement d'un supplément. Si l'utilisateur du service refuse de payer un supplément au cas où son courrier comprend plusieurs questions, libre à lui de demander un remboursement qui sera effectué dans les 30 jours ouvrables.

Les informations, analyses et les données publiées sur ce site ont un caractère indicatif, non contractuel, et peuvent être modifiées sans préavis. Ces informations, analyses ou données ne constituent pas une offre d'achat ou de vente, ni un conseil ou un engagement quelconque de la part de selfdefense2droit.com

Selfdefense2droit.com ne peut être tenue pour responsable des conséquences directes ou indirectes de l'utilisation des informations, des analyses et des données diffusées sur ce site. Ces informations, analyses ou données sont régulièrement mises à jour, et ont été élaborées à partir de sources que la société Selfdefense2droit estime fiables.

Le présent Site est principalement destiné aux particuliers de droit français.

Les informations que nous recherchons et vous communiquons constituent des renseignements à caractère documentaire visés par l'article 66-1 de la Loi du 31/12/1971.

Article 5 - Définition de l'information juridique

L'information juridique à la différence du conseil juridique peut être exercée par des juristes ou des experts juridiques. Néanmoins, il existe de nombreuses limitations avec ce type d'aide juridique. L'expert de Legadirect.com effectuant une prestation d'information juridique devra :

- * Traduire en termes juridiques une situation de faits.
- * Proposer une explication simple, théorique et objective au problème.
- * L'informateur ne peut Influencer l'informé dans ses prises de décisions.
- * Le client est seul juge des réponses fournis par l'informateur.
- * L'informateur se dégage de toutes responsabilités légales vis-à-vis de ces propos.

Article 6 - Fonctionnement et prix

Le programme permet au client de voir sa question traitée et rédigée par un juriste, ci-après dénommé le « juriste ». Le service de conseil en ligne pourra être suspendu à tout moment et sans préavis, notamment pour des impératifs techniques, de congés et/ou de surcharge. Le prix de la consultation est défini avant le passage du paiement. Il peut différer au gré des promotions et autres opérations commerciales. Le prix de base se situe à 15€ TTC. Toutefois, en cas d'impossibilité de délivrance de la prestation, le client sera intégralement remboursé sans excéder toutefois le montant des honoraires déjà perçus pour le traitement du dossier confié. Les honoraires sont exigibles avant tout traitement de question.

Le client peut régler par carte bancaire. Les numéros de carte de crédit ne sont en aucun cas communiqués. Seule notre banque est en possession de vos coordonnées bancaires. En acceptant les présentes conditions générales, le client accepte que la prestation soit exécutée immédiatement et renonce expressément au droit de rétractation de 7 jours prévu par le code de la consommation. Il peut par contre demander le remboursement de la prestation si aucune réponse juridique n'a encore été envoyée.

Article 6 - Qui va me répondre ?

Selfdefense2droit.com prend le relais afin de donner une information juridique. Le client une fois la réponse reçue ne peut demander d'être mis en contact avec un avocat. Si l'utilisateur pose une question mais ne paie pas le service, l'équipe de selfdefense2droit.com ne transmettra pas la réponse à l'utilisateur. Les coordonnées ainsi que le nom de famille de la personne seront effacés afin de préserver le secret professionnel et l'anonymat de nos utilisateurs.

Article 7 - Force majeure

La responsabilité de l'entreprise individuelle SELFDEFENSE2DROIT ne pourra pas être mise en œuvre si la non-exécution ou le retard dans l'exécution de l'une des ses obligations décrites dans les présentes conditions générales de vente ou des conditions particulières de vente, découle d'un cas de force majeure.

La force majeure s'entend de tout événement extérieur, imprévisible et irrésistible au sens de l'article 1148 du Code civil.

Sont notamment considérés comme cas de force majeure, les grèves totales ou partielles ou conflit collectif de travail chez l'une des parties, chez un fournisseur, un sous-traitant ou un hébergeur, les incendies ou inondations totaux ou partiels des locaux, actes ou décisions d'une puissance publique ou de tout autorité rendant impossible l'exécution du contrat, état de guerre, soulèvement populaire, catastrophes naturelles, défaillance d'un fournisseur, d'un sous-traitant, d'un transporteur.

Article 8 - Délais

Le Site fonctionne 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Il est libre d'accès.

Dans cette optique, selfdefense2droit.com met à la disposition des visiteurs son site Internet qui leur permet de déposer leurs questions. Selfdefense2droit.com offre une réponse juridique en 24 ou 48 heures. Si la réponse ne parvient pas dans ce délai, l'utilisateur peut demander le remboursement de sa question. S'il reçoit entre temps la réponse et s'il n'a pas fait la demande de remboursement, cette dernière est toujours possible pour une cause de retard. Si le retard est provoqué par un problème de messagerie, notamment de classement du message dans les courriers indésirables de l'hébergeur d'email de l'utilisateur, le remboursement ne pourra pas être demandé, mais un double de la réponse sera transmis sur une autre adresse e-mail à condition que l'utilisateur transmette cette dernière aux services de selfdefense2droit.com.

Article 9 - Demande de remboursement du service de questions juridiques

Les demandes de remboursement doivent être envoyées à contact@selfdefense2droit.com. La personne devra envoyer un double de son reçu de paiement, la référence du paiement et si possible la date de ce dernier. Toute demande incomplète retardera les remboursements. Les remboursements sont effectués via virement bancaire par le biais de la banque Postale ou via PAYPAL. Il faut compter entre 2 à 4 semaines pour recevoir son remboursement.

Article 10 - Secret professionnel

Le juriste pourra toujours être récusé par l'utilisateur avant l'exécution de la prestation, par l'envoi direct d'un courrier électronique en ce sens. Cette récusation ne peut intervenir après l'exécution de la prestation, les dates et heure d'émission de la réponse faisant foi, le paiement de la consultation resterait acquis à l'utilisateur. En vertu de leur garantie d'indépendance, les juristes se réservent le droit de refuser les consultations, notamment celles qui heurteraient leur morale ou leur déontologie. Le client reconnaît le caractère personnel et confidentiel de la consultation qui lui est délivrée et s'interdit de l'utiliser, de la divulguer ou de l'invoquer à d'autres fins sans l'accord de son auteur.

Article 11 - Identifications réciproques

Le client est une personne majeure disposant de la pleine capacité juridique et titulaire du compte bancaire, le professionnel répondant déclinant toute responsabilité dans le cas contraire. Le destinataire de la réponse sera la personne dont les coordonnées seront fournies lors de l'émission de la question et identiques à celle du paiement sécurisé. Il est seul responsable de l'accès à sa boîte aux lettres électronique, notamment en termes de confidentialité. Le client s'interdit en toute hypothèse de consulter pour le compte d'une autre personne, physique ou morale. Toute déclaration fautive et/ou ayant pour objet ou pour effet d'induire le professionnel répondant en erreur, notamment sur une identité ou un mandat occulté, engage la responsabilité de l'auteur et pourra faire l'objet de poursuites. Il est signalé que le responsable éditorial du site est Madame SEDIRI Ouejda en sa qualité de gérant de l'entreprise individuelle Selfdefense2droit.com

Article 13 - Notre utilisation des cookies

Les "cookies" sont des petits fichiers de données qui résident sur votre ordinateur et qui nous permettent de vous reconnaître en tant qu'utilisateur de Selfdefense2droit.com lorsque vous revenez sur notre site à partir du même ordinateur et via le même navigateur. Ces cookies nous permettent de vous identifier lorsque vous visitez plusieurs pages de notre site au cours d'une même session, si bien que vous n'avez pas à entrer vos coordonnées à chaque utilisation du site. Dès que vous vous déconnectez ou fermez votre navigateur, ces cookies de session expirent et n'ont plus d'effet.

Nous utilisons aussi des cookies à durée de vie plus longue visant à afficher votre adresse email dans notre formulaire d'ouverture de session, pour vous éviter de la ressaisir chaque fois que vous vous connectez à votre compte selfdefense2droit.com. Nous cryptons nos cookies afin d'être les seuls à pouvoir interpréter les informations qu'ils contiennent. Vous êtes libre de refuser nos cookies si votre navigateur le permet, mais cela risque d'interférer avec votre utilisation de notre site.

Article 14 - Correspondance avec le service clientèle

Lorsque vous nous adressez des emails, nous conservons ces informations dans les registres relatifs à votre compte. Nous conservons également la correspondance avec le service clientèle. Nous gardons ces registres afin de conserver des traces de notre relation professionnelle, d'évaluer et d'améliorer notre service clientèle et de détecter les éventuelles violations et fraudes de nos Conditions d'utilisation. Nous pouvons, avec le temps, les supprimer, dans la mesure où la loi nous y autorise.

Pour joindre le service clientèle vous pouvez contacter dans la page « contact » de Selfdefense2droit.com ou bien en écrivant un email à contact@selfdefense2droit.com.

Article 15 - Loi applicable et juridiction compétente

Les présentes CGU sont régies par le droit français.

L'annulation d'une des dispositions des présentes CGU n'emporte pas la nullité de l'ensemble. Toutes les dispositions non annulées ont vocation à rester en vigueur de façon inchangée.

Les parties conviennent que les différends qui viendraient à se produire à la suite ou à l'occasion du présent contrat, faute de pouvoir être réglés à l'amiable, seront de la compétence des juridictions du ressort du TGI de NICE (ALPES MARITIMES - France).